

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 13 au 19 septembre 2006

---

édito:

**ambitions transformatrices**

articles:

**FRUITS ET LÉGUMES**

**pour la création d'une filière équitable**

**ASSISES CONTRE LA PRÉCARITÉ**

**s'emparer de la question de l'emploi**

**CAC 40 : DES PROFITS RECORDS**

**sur le dos des salariés**

**GDF/SUEZ**

**service public ou intérêts privés ?**

# Ambitions transformatrices

À gauche, celles et ceux qui refusent de se laisser enfermer dans un bipartisme stérilisant commencent à avoir plus que des fourmis dans les jambes. Face à une droite qui continue de taper très dur et rêve de prolonger son bail pour cinq ans en 2007 sous la conduite d'un Nicolas Sarkozy plus ultralibéral que jamais, ils n'ont pas envie d'être contraints de choisir entre suppression de la carte scolaire ou aménagement de celle-ci, entre immigration jetable et timides régularisations au cas par cas, entre exonérations massives de cotisations sociales pour les patrons et exonérations tout juste plus modérées, entre privatisations complètes et privatisations à demi, entre libéralisme revendiqué et libéralisme subi au prétexte que Bruxelles nous l'imposerait...

Ils ont d'autres aspirations, d'autres ambitions. Et les souffrances sociales qu'ils côtoient tous les jours sont là pour les convaincre que l'heure n'est pas à en rabattre sur l'ambition transformatrice.

C'est cette ambition qui a été ce week-end au cœur des travaux de deux réunions importantes pour l'avenir des idées antilibérales et pour la perspective de réussir ou non à rassembler une majorité politique sur ces idées. Au PCF, qui tenait conseil national à Paris, la conviction est acquise que le potentiel existe dans le pays pour cela et que rien ne doit détourner des efforts pour rassembler ces forces à vocation majoritaire, jusqu'à les porter au mouvoir dès 2007. Les communistes ont donc décidé d'accélérer leur entrée en campagne, en travaillant à rassembler dans l'action, sur le terrain, en popularisant des propositions ambitieuses. Dans les collectifs antilibéraux réunis dimanche à Saint-Denis, le débat se poursuivait, certains, notamment à la LCR, jugeant irréaliste cette posture qui a vocation à rassembler largement à gauche jusque dans les rangs du PS et dans ceux de l'électorat socialiste ainsi que cela fut fait au référendum. Le débat est aujourd'hui tranché. Le texte stratégique adopté a balayé les visions étriquées. Les collectifs entrent eux aussi en campagne avec cette ambition partagée.

Bien entendu, celles et ceux qui partagent cette ambition ont du pain sur la planche. Et ils le savent. Du pain sur la planche pour mettre leurs propositions à niveau quant aux moyens, pour les rendre populaires, crédibles, pour les brancher sur ce qui fait vraiment la vie des gens. Du pain sur la planche pour ouvrir leur démarche au plus grand nombre, l'enraciner dans les quartiers, les entreprises, les services publics. Du pain sur la planche pour percer le mur médiatique, faire dérailler la bipolarisation. Du pain sur la planche pour construire des candidatures efficaces. Le chemin est encore long et le temps presse. Quadrature du cercle ? La seule issue est celle d'un débat démocratique élargi, d'un investissement populaire réussi, d'une implication citoyenne démultipliée.

Le scénario présidentiel n'est pas joué, loin s'en faut. Le déjouer commence dans l'action. La bataille contre la privatisation de GDF nous en offre un exemple révélateur. Le potentiel de mobilisation contre ce projet directement inspiré des directives libérales est énorme et encore largement laissé en friche. Maintenir l'énergie sous maîtrise publique suppose la mise en cause de ces directives. Nous sommes en plein dans les enjeux politiques qui feront la différence en 2007. C'est dans ces batailles que le rassemblement encore naissant peut trouver les ressources populaires pour bousculer tous les schémas préétablis ■

## FRUITS ET LÉGUMES

# pour la création d'une filière équitable

**Avec la participation de l'Indecosa-CGT, de la Confédération paysanne, du MODEF et de la Fédération nationale des producteurs de fruits, le PCF mène depuis le 15 juin et jusqu'au 15 septembre une campagne de double affichage des prix (prix payés aux producteurs et prix de vente aux consommateurs) à travers toute la France.**

Parallèlement, cette campagne a proposé à la population française de relever entre le 1er et le 8 juillet les prix de vente dans les moyennes et grandes surfaces, des melons, tomates, pêches, nectarines. Ces initiatives cherchent à mettre en exergue la forte disparité entre le prix d'achat imposé aux producteurs et le prix de revente fixé aux consommateurs.

La baisse de prix subie par les paysans est plus forte année après année et, faute de transparence, les consommateurs ne peuvent s'en apercevoir. Une dizaine de centrales d'achat françaises et européennes détiennent ainsi à elles seules le pouvoir de vie et de mort sur les agriculteurs, tout en restant libres de fixer à leur guise les prix que devront payer les consommateurs. Le rapport entre le prix d'achat au producteur et le prix de vente au consommateur est toujours aussi disproportionné, malgré une réduction

forte des intermédiaires dans les circuits de vente et d'achat.

L'autre problème constaté est la non-répercussion à la vente des différences de prix des produits selon leur provenance. Le distributeur importe des produits à bas prix et s'en sert pour peser sur les prix à la production ici tout en se procurant une plus grande marge bénéficiaire. Le bénéfice est double pour le distributeur et le consommateur ne gagne rien dans cette mise en concurrence pilotée par les centrales d'achat.

Pour lutter contre la réduction du pouvoir d'achat des familles les plus défavorisées, cette campagne a aussi organisé, courant août, des ventes directes de fruits et de légumes dans les quartiers populaires.

Ainsi, cette mobilisation a comme finalité plus globale d'inciter la grande distribution à accepter que ses salariés et consommateurs aient un droit de regard sur ses pratiques. L'idée est de créer un "observatoire transparence et qualité" pour que chacun ait accès à des produits sûrs, dont l'origine est connue et dont la production respecte la dignité de ceux qui les produisent. Car le commerce équitable, c'est aussi cela. Protéger et informer ceux qui sont les plus vulnérables, notamment les paysans et les consommateurs, pour que cesse ce monopole détenu par les grands groupes. Une des pistes qui permettront d'équilibrer les relations entre le Nord et le Sud ■

## ASSISES CONTRE LA PRÉCARITÉ

# s'emparer de la question de l'emploi

**L'idée des assises contre la précarité est partie de la grande bataille contre le CPE, qui a été un succès puisque ce dispositif a été retiré.**

Mais la précarité continue de faire des ravages dans notre société; on le voit encore avec le contrat seniors. L'objectif du MEDEF et de la droite de généralisation de la précarité n'a donc pas été fondamentalement remis en cause. La droite abaisse sans cesse le coût du travail des jeunes les moins qualifiés et propose aux étudiants un vague débat sur les rapports université/entreprises, parrainé par une brochette de patrons du CAC 40... Ce gouvernement est complètement disqualifié et les citoyens doivent s'emparer maintenant de ces questions d'emploi.

L'objectif de ces assises est double. Une ambition nationale de construction d'une loi-cadre de sécurisation de l'emploi et de la formation; et une action locale dynamique qui permette aux salariés de riposter tout de suite aux situations de précarisation, de suppression d'emplois, comme ont riposté récemment les salariés

de la Sogerma à Bordeaux. La construction d'une loi-cadre devra donc partir des bassins d'emploi, des villes, des quartiers. Enfin, une réelle politique nationale créatrice d'emplois doit bénéficier de moyens financiers nouveaux dont l'usage soit contrôlé par les citoyens et les salariés.

L'appel à ces assises est représentatif de tous ces gens qui ont mené de grandes luttes pour l'emploi comme les syndicalistes de LU et de Nestlé, de l'UNEF et de l'UNL, les jeunes d'organisations associatives et politiques, des dirigeants d'associations de chômeurs...

Enfin, cet appel réunit ceux qui travaillent sur ces questions de l'emploi, qu'ils soient économistes ou juristes. Il s'agit d'ancrer cette dynamique dans un maximum de bassins d'emploi avec l'objectif d'aller vers des conférences régionales contre la précarité, à l'automne 2006.

Sous différentes formes, le mouvement est engagé comme à Romans (Drôme) et Nevers (Nièvre) avec des débats et des initiatives pour la sécurisation de l'emploi et de la formation ■

## CAC 40: DES PROFITS RECORDS

# sur le dos des salariés

### **Les entreprises cotées au CAC40 continuent d'afficher l'insolence de leurs résultats.**

Dans la folie de ces chiffres, dont le nombre de zéros est à des années-lumière du revenu d'un citoyen ordinaire, on devrait se résoudre à accepter cela comme une fatalité. Nous serions face à un processus abstrait, sans lien, ni cause, ni effet, avec la vie quotidienne de millions de salariés, de chômeurs, de vieux ou de jeunes, d'hommes et de femmes, bref, avec l'état de la société et du pays. Et si l'on se prend à rêver d'un usage utile socialement de cet argent, les grands prêtres du MEDEF et leurs serviteurs en appellent alors au fétiche d'une "mondialisation", phénomène aussi obscur qu'implacable et inéluctable. Non seulement tout cela découlerait d'un ordre aussi naturel que celui qui prévaut à la formation de cumulus orageux au-dessus du golfe du Morbihan, mais il faudrait accélérer le mouvement pour que cet ordre-là domine enfin et définitivement toute la France.

À quel prix Total obtient-il en un mois les bénéfices qu'il réalisait en un an en 1998 ? Grâce à la spéculation sur les cours du pétrole, quand une fiscalité injuste alourdit dramatiquement la note de consommation d'essence ou de fuel domestique. À quel prix les banques, les assurances financières des fusions-acquisitions qui grossissent le portefeuille déjà bien fourni de leurs actionnaires ? Spéculation, racket sur les tarifs, et pression sur l'emploi et les salaires. Dans le paysage, les résultats de groupes industriels tels Renault et Peugeot valent retour au réel de l'économie de casino, qui devrait être la norme pour les années à venir. Pour suivre la course aux profits à deux chiffres que réclame la Bourse de Paris, la pression sur le travail et les salaires a l'effet boomerang et guère surprenant d'une consommation en berne.

Plus de 24 milliards d'euros ont été versés en dividendes l'an passé. 2006 devrait

aller encore plus loin. 24 milliards d'euros... 2005 a vu un autre record. Pour la première fois, le nombre de salariés payés au SMIC a atteint les 16,8%. Le salaire médian, c'est-à-dire le niveau en deçà duquel se trouvent la moitié des salariés, place la France au quatorzième rang européen. Pour battre ces records qui ne profitent qu'à une minorité, le prix à payer est de toujours plus entraîner le pays dans la spirale de la pauvreté et la précarité de masse. Mondialisation ? La France a le deuxième rang mondial pour les investissements étrangers et ses entreprises, elles, n'arrêtent pas d'investir à l'étranger, pour mettre encore plus en concurrence entre eux sites et salariés. C'est à ce prix que cinq millions de personnes sont écartées durablement de tout emploi tandis que l'essentiel des entrées à l'ANPE et des offres concernent des emplois précaires. Alors, fatalité ou choix économiques et politiques pris ici même ?

Les bénéficiaires de l'explosion des inégalités sociales peuvent compter sur la droite au pouvoir. Douze mille dirigeants d'entreprise verront 75% des actions qu'ils détiennent exonérées de l'impôt. C'est un des cadeaux fiscaux du budget 2006, celui-là même dont Thierry Breton est si fier qu'il soit "à droite". 10 % des ménages les plus aisés auront de même un "cadeau" fiscal de 1 milliard d'euros. Huit mille contribuables à l'impôt de solidarité sur la fortune recevront une prime de 280 millions d'euros au printemps prochain. Juste avant l'élection présidentielle... Du SMIC à 1500 euros, qui n'écorneraient guère ces fortunes sans frein, au maintien de la maîtrise publique de l'énergie, en passant par la construction de parcours de sécurisation sociale, l'argent ne manque pas. Il coule à flots. Mais pas dans les bonnes poches.

L'été donne la mesure des obstacles à lever pour aider la gauche à relever ces défis en 2007 ■

## service public ou intérêts privés ?

**En décidant de présenter un projet de privatisation de GDF, le gouvernement revient sur son engagement de 2004, voté par sa propre majorité et n'autorisant pas l'État à descendre sous la barre des 70 % dans le capital de GDF.**

Si, demain, une étape majeure et supplémentaire de la privatisation de GDF était franchie, les tarifs du gaz s'envoleraient encore. Ainsi que les bénéfices et la rémunération des actionnaires.

Vouloir fusionner GDF et Suez, ce n'est pas mettre à l'abri, l'ensemble, d'une OPA hostile. Ce n'est pas en faire un grand groupe gazier : l'activité gaz de Suez ne représente que 25 % de celle de GDF. C'est en revanche vider les caisses du service public GDF pour les actionnaires de Suez. C'est supprimer les emplois en doublon dans les deux entreprises comme c'est le cas pour toutes les fusions. C'est accepter les contreparties demandées par Bruxelles dans sa lettre de " griefs " et céder à la concurrence des activités importantes de l'ensemble fusionné. Il faut arrêter le projet gouvernemental et examiner toutes les pistes pour protéger les activités et les salariés de Suez d'une opération financière hostile, sans privatiser GDF.

Se chauffer et s'éclairer convenablement, pouvoir laver et repasser son linge, disposer de réfrigérateurs et de climatiseurs économes en énergie, avoir accès aux outils de communication, vivre tous les jours nécessite un accès équitable à l'énergie. C'est pourquoi l'énergie ne doit pas être une marchandise comme une autre, mais constituer un bien commun répondant aux besoins des femmes et des hommes. Elle ne doit pas servir à l'accumulation de bénéfices pour quelques-uns.

Marchandiser l'énergie, le gaz, c'est priver la société des moyens de répondre à des besoins essentiels pour l'économie, l'industrie, les coopérations internationales ; c'est priver les êtres humains de leurs droits, dégrader la qualité de service et la sécurité, aggraver les inégalités, sacrifier l'emploi, le social, et l'environnement ; c'est libérer les prix et donc

exclure une partie de la population du droit à l'énergie. C'est ainsi que d'avril 2005 à avril 2006 le prix de l'électricité produite par le secteur privé a vu ses tarifs augmenter de 48 % en France et que l'écart des prix avec EDF atteint 66%.

La gauche revenue au pouvoir doit prendre l'engagement d'abroger toutes les mesures de privatisation prises par la droite, mais également de créer les conditions d'un véritable service public de l'énergie en France comme au niveau européen.

Dans ce sens, nous avançons quatre propositions pour une alternative à la privatisation : geler immédiatement la privatisation de GDF et la fusion avec Suez ; engager un débat contradictoire et public sur l'avenir de la politique énergétique associant toutes les parties concernées, élus, syndicats, usagers ; créer *Énergies de France* en fusionnant EDF et GDF, à 100 % public et en constituant un pôle public de l'énergie, instrument indispensable d'une politique énergétique cohérente et maîtrisée ; renforcer la présence des organismes publics dans le capital de Suez (Caisse des Dépôts & Consignations, COGEMA, etc.) pour éviter le risque réel d'OPA sur Suez ; garantir la sécurité d'approvisionnement et la stabilité des tarifs ; l'Europe est confrontée à plusieurs défis sur l'énergie : elle doit faire face au risque de pénurie, Pour y répondre, il faut sortir de la logique de guerre économique et des fusions-absorptions destructrices pour l'emploi et incapables de répondre aux besoins. Une politique énergétique coordonnée et ambitieuse implique l'arrêt du processus de libéralisation. À l'inverse de la concurrence actuelle, il s'agit au contraire d'organiser la coopération entre producteurs.

Avec une forte mobilisation des usagers, des élus des citoyens, des syndicats gaziers et électriciens, comme on l'a vu le 12 septembre, il est possible de stopper la disparition de GDF. Les députés communistes sont déterminés, en s'appuyant sur votre mobilisation et votre action, à faire échec à ce projet de loi. Ils demandent l'ouverture d'un débat national et l'organisation d'un référendum■